

Sur les pourparlers de paix avec l'Ukraine

Christian Rakovsky

Source : «Izvestia» n°165 (429), 4 août 1918, p.2. Traduction MIA.

Un correspondant des «Nouvelles de Koursk», envoyé en mission à Kiev par sa rédaction et ayant eu un entretien avec le camarade Rakovsky, nous a transmis par téléphone direct depuis Koursk le contenu de cette conversation.

« **N**ous comprenons naturellement tous, a déclaré le camarade Rakovsky, que dans les conditions actuelles, les négociations et les accords internationaux ne peuvent avoir un caractère stable, car ils reposent, fondamentalement, sur la domination du capitalisme, laquelle est animée par la volonté de s'emparer et d'exploiter les autres pays et les autres peuples. Il est inutile d'insister sur la façon dont cette réalité rend nos tâches plus difficiles.

Cependant, même dans cette situation, les résultats que nous avons obtenus doivent être reconnus comme significatifs, pour peu que nous parvenions à attendre le moment où le Travail international unifié s'engagera dans la lutte contre le Capital international lui aussi unifié. Le simple fait de son existence permettra alors à la République Soviétique de Russie de jouer un grand rôle historique.

Notre mission consiste à tenir jusqu'à la révolution internationale. Par conséquent, ceux qui, avec une légèreté criminelle, cherchent à nous entraîner dans une guerre et exposent ainsi la République Soviétique à de nouveaux coups, ne servent pas la cause de la révolution internationale ; ils entravent plutôt le développement du mouvement révolutionnaire au sein des masses ouvrières d'Europe.

La chute du pouvoir des Soviets porterait un coup non seulement à la classe ouvrière russe, mais à l'ensemble du prolétariat international. À l'inverse, chaque mois supplémentaire d'existence de la République Soviétique contribue au rapprochement de la révolution mondiale.

Pour évaluer correctement l'action de notre délégation aux pourparlers de paix, c'est précisément de ce point de vue qu'il faut partir.

Nous portons à notre actif, avant toute chose, le fait que l'offensive allemande a été stoppée par des négociations pacifiques. Les paysans et les ouvriers du gouvernement de Koursk se souviennent de la menace que représentait cette avancée ; tous ont en mémoire comment la presse bourgeoise annonçait avec une joie malveillante, presque quotidiennement, la prise imminente de Koursk. Cette période est derrière nous. Les ouvriers et les paysans du gouvernement de Koursk peuvent désormais cultiver leurs champs en paix et vaquer à leurs travaux, car bien que les négociations ne soient pas encore closes, l'état de guerre effectif a pris fin.

Déjà, les citoyens ukrainiens et russes peuvent traverser la frontière sans encombre, les communications télégraphiques et postales sont rétablies, et nous signons aujourd'hui un accord sur

l'échange de marchandises. Ainsi, les relations économiques normales entre la Russie et l'Ukraine reprennent, ce qui constitue la meilleure garantie contre un retour de la guerre.

Il ne faut toutefois pas oublier cette vérité élémentaire : « on ne comptera avec nous qu'aussi longtemps que nous représenterons une force réelle. » Or notre force dépend de la discipline de notre Armée rouge, de la bonne organisation de notre appareil économique et de la fermeté du pouvoir soviétique.

Les travaux de la conférence de paix progressent plus lentement que nous ne le souhaiterions. La question principale – celle des frontières – n'est toujours pas réglée, bien qu'elle ait fait l'objet de plus de dix-sept réunions, tant en séance plénière qu'au sein de la Commission politique.

Les représentants de la délégation ukrainienne souhaitent rattacher à l'Ukraine le maximum de territoire et de population. En présentant des exigences inacceptables, ils comptent sur le soutien de l'Allemagne. Mais nous espérons malgré tout sortir de ce combat inégal avec les honneurs, sans céder quoi que ce soit qui appartienne aux ouvriers et paysans russes.

Les débats les plus vifs à la conférence portent sur la question du bassin du Donets. En s'appuyant sur des arguments ethnographiques, les Ukrainiens revendiquent une part considérable du bassin, ne nous laissant qu'un territoire représentant douze pour cent de la production et trente pour cent de l'ensemble des gisements de charbon. Nous ne pouvons évidemment accepter cela. Outre la présence d'une proportion importante de population grand-russe dans le bassin du Donets, nous faisons valoir que toute son industrie – usines, hauts-fourneaux, équipements miniers – a été édifiée par le labeur des ouvriers russes des gouvernements centraux, venus en masse dans le bassin du Donets pour y travailler.

De plus, nous ne pouvons consentir à être coupés de la mer d'Azov et de la mer Noire, ni à ce que la ligne ferroviaire Voronej-Liski-Taganrog passe, même partiellement, sur le territoire ukrainien, nous privant ainsi de cet accès.

Il est difficile de prédire quand les négociations s'achèveront. Mais, je le répète, l'essentiel est déjà acquis : la guerre est de fait terminée.

Pour conclure cet entretien, je tiens à adresser une demande pressante à tous les Soviets des régions frontalières : qu'ils prennent les mesures les plus énergiques contre ces éléments de l'Armée rouge qui se livrent de manière systématique au pillage des personnes traversant la frontière. Tous les soldats honnêtes de l'Armée rouge doivent combattre ces agissements, car ces vols déshonorent à la fois notre Armée rouge et la République Soviétique. Nous devons quotidiennement rougir de honte devant les nombreuses victimes de ces exactions, qui viennent chaque jour se plaindre à nous à Kiev.

Des mesures tout aussi rigoureuses doivent être prises contre les démagogues irresponsables et les provocateurs à la solde de l'impérialisme anglo-français, qui se sont infiltrés dans nos rangs et s'efforcent d'inciter nos unités frontalières à des actes d'offensive non autorisés, dans le but de nous précipiter dans une nouvelle guerre. »